

Vodafone dévoile comment les gouvernements espionnent les citoyens

A l'heure où le mouvement [Reset The Net](#) mobilise la planète autour des problématiques de sécurité et de protection des données face aux pratiques de surveillances mondiale de la NSA, les langues se délient du côté des opérateurs. Le britannique **Vodafone** vient ainsi de révéler **l'existence de câbles secrets gouvernementaux directement reliés à son réseau** pour écouter ou enregistrer les conversations de ses clients.

Des pièces dédiées à la surveillance dans les datacenters

Dans un [rapport](#) baptisé *Law Enforcement Disclosure Report* et révélé par [The Guardian](#), l'opérateur avoue son obligation de laisser un accès libre sur ses réseaux aux agences gouvernementales de **plusieurs des 29 pays dans lesquels il fournit ses services télécoms**. L'opérateur n'en précise pas le nom pour éviter les éventuelles représailles sur les employés locaux. « *Refuser de se plier à la loi du pays n'est pas une option* », déclare Vodafone qui risquerait, en cas de refus, d'y perdre sa licence d'opérateur. Une surveillance justifiée par les gouvernements pour des raisons de sécurité nationale, de lutte contre le crime et le terrorisme même si l'entreprise souligne au passage qu'il y a « *très peu de cohérence et d'uniformité dans la législation et la pratique des agences gouvernementales, même entre pays voisins membres de l'Union européenne* ». Les lois de certains pays interdisent même la seule publication d'informations sur la façon dont sont opérées les surveillances.

Selon *The Guardian*, les câbles secrets en question seraient installés dans des **salles fermées au sein même des datacenter** de l'opérateur. Les salariés y travaillant sont astreints au silence vis-à-vis des autres employés. Ils peuvent écouter ou enregistrer les conversations des utilisateurs clients de l'opérateur, mais aussi collecter les logs de connexion (dates et lieux d'où ont été passé les appels). Autant d'informations **directement accessibles aux autorités** sans avoir à produire de mandats d'accès.

Débrancher les câbles

Si Vodafone est probablement le premier opérateur à s'exprimer ouvertement sur le sujet, nul doute qu'il n'est pas le seul concerné. On peut légitimement avancer que **tous ses concurrents sont soumis aux mêmes obligations**, du moins dans les pays qui imposent la surveillance des conversations. A travers ce rapport, Vodafone appelle à débrancher les câbles gouvernementaux. « *Nous lançons un appel pour mettre fin à l'accès direct des organismes gouvernementaux comme moyen d'obtenir des données de communication des personnes*, déclare à *The Guardian* **Stephen Deadman**, responsable de la vie privée au sein de l'opérateur. *Sans mandat officiel, il n'y a aucune visibilité externe. Si nous recevons une demande, nous pouvons l'opposer à l'agence. Le fait que le gouvernement doit émettre un morceau de papier est une contrainte importante sur la façon dont les*

pouvoirs sont utilisés. »

A l'heure où les révélations du lanceur d'alertes **Edward Snowden** fêtent leur premier anniversaire, l'initiative de Vodafone jette un nouveau pavé dans la mare sur **la question de la vie privée des citoyens sur les réseaux électroniques**.

Lire également

[Partenariat transatlantique : Axelle Lemaire prône la transparence sur le numérique](#)

[La loi anti-NSA 'USA Freedom Act' adoptée avec une large majorité](#)

[Écoutes de la NSA : le Pdg de Cisco interpelle Barack Obama](#)